

Rapport 2017

Synthèse :

L'année 2017 a oscillé entre espoir et désillusions dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation avec à la fois une avancée sur le terrain institutionnel (Mécanisme opérationnel de coordination, Autorités intérimaires...) et une dégradation substantielle de la situation sécuritaire (multiplication et généralisation des attaques, insécurité...).

Introduction :

I. Contexte de l'année 2017 et son impact sur les programmes en cours

Deux années après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, l'on pouvait légitimement s'attendre à une amélioration de la situation sécuritaire et à une pacification progressive des principales agglomérations des régions du Nord du Mali. Cette attente est d'autant plus fondée que le *Mécanisme Opérationnel de Coordination* (MOC), cadre intégré de collaboration entre les signataires de l'accord pour la paix (Forces armées du Mali, Plateforme et Coordination des Mouvements de l'Azawad), a débuté sa phase opérationnelle avec notamment des patrouilles mixtes à Gao. Au même moment, les autorités intérimaires s'installaient à Kidal sans grande contestation. En dépit de quelques tensions persistantes, la dynamique de paix semblait s'enclencher.

Pourtant, ce constat préliminaire relatif à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix semble connaître quelques limites. En effet, si l'installation des Autorités intérimaires à Kidal fut sans grande difficultés, tel ne fut pas le cas pour Gao et Tombouctou. Dans ces régions, les *organisations de la société civile* (OSC) et les mouvements politico-militaires ont opposé une mobilisation non violente à la nomination de leurs autorités intérimaires, exigeant leur inclusion dans le processus de paix et de réconciliation. Elles reprochent à ces autorités leur faible *inclusivité*. Pour le MOC, les choses ne sont pas aussi aisées.

Aux tensions nées à la suite de l'installation des autorités intérimaires sont venus s'ajouter les attentats du 18 janvier 2017 qui, en plus des victimes, portèrent un sérieux coup à la dynamique de la paix. En effet, la fragile confiance difficilement construite entre protagonistes fut sérieusement ébranlée, chaque partie accusant, le plus souvent, à mots couverts, les autres d'être derrière ces attentats. Le nombre élevé de victimes (77) remit au goût du jour, voire même l'exacerba, le déficit de confiance entre les parties signataires.

Pour Kidal, si les autorités transitoires ne rencontrèrent pas de difficultés majeures, d'autres actes ont semblé, par moment, ébranler la relative confiance entre l'Etat malien et les autorités

de la *Coordination des Mouvements de l'Azawad* (CMA). La transformation des locaux du Gouvernorat de Kidal en quartier général de la CMA et la création de quatre (4) structures dénommées commissions nationales¹ de l'Azawad afin de répondre de manière efficace aux besoins des populations, ont sonné comme une nouvelle atteinte à la mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Plus généralement, la récurrence des braquages sur les principaux axes routiers (Tombouctou Leré, Goundlm –Diré), Sévaré-Gao, les agissements de certains individus appartenant soit à des groupes se proclamant *ihadistes* soit criminels, continuent de créer de la panique au sein des populations.

Au Centre du Mali, les Forces de défense et de sécurité sont régulièrement confrontées à des attaques permanentes dans leurs missions de sécurisation. Macina, Diafarabé, Dialloubé, Ténenkou, Youwarou, Dogofry, Somadougou, Koro, Bankass sont entre autre des localités fréquemment concernées par les attaques récurrentes à l'encontre des populations civiles et des Forces de défense et de sécurité.

Les régions du Sud ne sont pas, non plus, épargnées. En effet, l'enlèvement d'une religieuse colombienne le 7 février 2017 à Karangaso, commune de Nafanga, cercle de Koutiala, région de Sikasso, vient rappeler le spectre de la généralisation et de l'extension de l'insécurité.

Par ailleurs, la persistance des mouvements sociaux des magistrats et des personnels médicaux a davantage contribué à assombrir les perspectives de l'année 2017.

Dans ces conditions, l'ouverture du 27ème Sommet Afrique-France, le 13 janvier réunissant trente-cinq (35) chefs d'Etat, ainsi qu'environ 2 500 participants a contribué à consolider le retour progressif du Mali sur la scène internationale. *Qui plus est*, ce sommet fut suivi d'un autre du G5, les 5 et 6 février relatif aux questions de renforcement de la paix et de la sécurité dans la zone Sahel.

Ces nombreux défis à la paix et à la réconciliation interpellent l'Institut Malien de Recherche-action pour la paix (IMRAP) et son partenaire Interpeace et structurent davantage leurs

¹ Il s'agit des Commissions politique, sécurité et défense, affaires administratives et développement économique, social et culturel.

interventions à l'endroit des communautés dont le rôle dans la restauration de la paix est plus qu'important.

Le présent rapport relate les principales activités tenues par l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) au cours de l'année 2017.

II. Activités menées :

De janvier à juillet 2017, les équipes de recherche ont mené des activités dont voici les grandes lignes.

2.1. Activités de recherche

2.1.1. L'équipe « Renforcement de la confiance entre Forces de Défense et de Sécurité et populations » :

L'équipe FDS fut sollicitée par les Directions nationales de la Police et de la Gendarmerie pour co-organiser des ateliers de partage d'informations sur les rôles et responsabilités de leurs structures respectives avec les populations civiles. Ces ateliers prennent appui sur les résultats du rapport d'étude de l'IMRAP sur les relations de confiance entre FDS et populations. Pour rappel, au terme de cette étude, quatre (4) solutions avaient été identifiées par les populations elles-mêmes et validées lors de la conférence nationale de mai 2016 :

- *Développer une compréhension commune et partagée des rôles et responsabilités de chaque acteur;*
- *Adapter les capacités d'action des Forces de défense et de sécurité au contexte sécuritaire actuel;*
- *Développer une gestion concertée du secteur de la sécurité.*

En outre, depuis le début de l'année, la Direction générale de la Gendarmerie nationale travaille sur un concept, la *gendarmerie communautaire*. Il s'agit, dans le contexte malien, d'un nouveau concept visant à rapprocher davantage la gendarmerie des populations. Au Mali, ce concept est d'autant plus important que la Direction de la Gendarmerie élabore met en place progressivement une ceinture bleue autour de Bamako par l'implantation de nouvelles Brigades de gendarmerie là où elles n'existaient pas. Ce nouveau déploiement prend appui sur le constat selon lequel les présumés malfaiteurs, une fois chassés de la capitale, s'installent dans les quartiers périphériques le plus souvent dépourvus de forces de sécurité et préparent des attaques ciblées tout en usant de ces quartiers comme base de retraite.

L'atelier de septembre 2017 visait à mieux cerner les contours de cette nouvelle notion et à partager son contenu avec tous les acteurs impliqués, y compris de la société civile. Il s'agit pour les autorités de tutelle de voir dans quelle mesure peut-on rapprocher davantage la gendarmerie des populations. Pour ce faire, une brigade de gendarmerie a été inaugurée à Sangarebougou, Ouélessébougou dans la périphérie de Bamako. L'équipe de recherche « FDS » a été fortement impliquée dans cette activité.

En juillet, l'IMRAP tint un atelier avec la mission européenne CORSEC conjointement avec le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Cet atelier visait à capitaliser sur les différentes expériences de la société civile malienne sur l'amélioration des rapports de confiance entre les populations et les Forces de sécurité intérieure. Il visait à faire doter le Ministère de la Sécurité d'un guide pratique destiné à toutes structures intervenant dans le secteur de la sécurité au Mali. Il faut ajouter que ce guide s'est largement inspiré des quatre (4) pistes de solutions mises au point par l'IMRAP suite aux consultations sur la thématique « population-FDS ». Il s'est agi pour l'équipe FDS de faire une présentation sur l'état des rapports entre les populations et les FDS avant de projeter, à l'endroit des participants, un film sur cette thématique. Des recommandations pertinentes furent adoptées et d'ailleurs en lien direct avec les résultats de l'étude de l'IMRAP sur les relations de confiance populations et FDS.

De même, l'équipe participa aux activités de célébration de la journée nationale de la police, le 04 octobre 2017. Elle prit part aussi à l'atelier de promotion du genre au sein de la police nationale, en novembre 2017.

2.1.2. L'équipe « Mutations des valeurs sociétales au Mali », quant à elle, a participé à la cérémonie d'ouverture du forum des jeunes dans le cadre du sommet Afrique-France, en janvier 2017. Elle a également finalisé avec le Chargé de communication du Ministère de la culture la capsule relative à la reprise de la biennale. De plus, le Ministère de la jeunesse et de la construction citoyenne a étroitement collaboré avec IMRAP pour l'élaboration de la politique nationale de construction citoyenne et du civisme.

2.1.3. Genre et nouvelles formes de violence : Le *Fonds des Nations Unies pour l'enfance* (UNICEF) avait commandé une étude auprès d'Interpeace qui a en a délégué l'exécution à ses deux partenaires Indigo (Côte d'Ivoire) et IMRAP (Mali). Ladite *recherche-action participative* intitulée « *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : les trajectoires des jeunes vers les*

nouvelles formes de violence au Mali et en Côte d'Ivoire », portait sur les nouvelles formes de violence à Abidjan (Abobo) et Bouaké (Côte d'Ivoire), les régions de Sikasso et Gao (Mali). Les résultats de la recherche ont fait l'objet d'un rapport et ont été présentés à Bamako le 02 novembre 2016 à l'hôtel Radisson. Sur demande d'Interpeace, UNICEF a prorogé la recherche cette fois-ci spécifiquement basée sur le genre et les nouvelles formes de violence.

Elle fut menée simultanément au Mali (Sikasso et Gao) et en Côte d'Ivoire (Abobo, Bouaké). Elle a visé à mettre en exergue le rôle des filles/femmes dans les nouvelles formes de violence dans les localités *sus mentionnées*.

Comme résultats obtenus, on peut noter que les attentes sociales autour des jeunes garçons et filles se traduisent sous forme de participation économique aux charges des parents. Plus les familles sont précaires, plus cette participation attendue est précoce. Du côté des filles, la satisfaction des attentes sociales peut passer par des trajectoires de violences soit unisexes indifféremment de filles et de garçons, soit spécifiquement féminines soit par l'intermédiaire de groupes d'autodéfense comme ce fut le cas de jeunes filles et femmes à Gao pour qui les groupes d'autodéfense sont devenus de moyens de promotion sociale et individuelle non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour pouvoir assurer et satisfaire les besoins directement exprimés par leur entourage familial.

Par ailleurs, à la fin du programme « *Agenda pour la paix* », d'autres projets ont pris le relais :

2.1.4. Le projet Lux Dev : il s'agissait d'une étude commanditée auprès de l'IMRAP par la *Coopération luxembourgeoise au développement* (Lux Dev) pour organiser des débats communautaires dans douze (12) communes des régions de Gao et Tombouctou. En effet, dans le cadre de la politique de relance économique post-crise, l'Union européenne *via* la Coopération luxembourgeoise est intervenue pour soutenir les collectivités territoriales afin de les aider à identifier des besoins communautaires de développement qui seraient dégagés sur une base d'inclusivité et de participation communautaire. Les communes concernées étaient pour Gao, Gounzourey, Anchawadji, Ansongo, Bourra, Bara, Outagouna.

Pour Tombouctou, il s'est agi d'Alafia, Lafia, Bourem Inaly, Tindirma, Tinguereguif, Tienkour. Des thématiques avaient été préalablement identifiées et devaient être soumises à l'appréciation des populations pour leur priorisation. Ainsi, pour la région de Gao, les thématiques étaient les suivantes : *développement local et gestion des infrastructures sociales de base, la recherche de financement pour la réalisation des actions de développement ; la gestion et prévention des conflits ; la cohabitation et cohésion sociales ; les investissements sociaux de base.*

Pour Tombouctou, les populations consultées devraient prioriser entre les thématiques comme *l'insécurité ; la problématique du développement local et gestion des ouvrages sociaux de base ; la gestion du foncier ; la gestion des ressources naturelles.*

De cette étude, il ressort que la crise de 2012 a causé d'énormes difficultés aux populations, difficultés le plus souvent dues à l'absence d'infrastructures socio-économiques de bases, soit inexistantes soit détruites par les affrontements entre les groupes et armés et les Forces armées et de défense ou même volontairement par les combattants eux-mêmes les ayant transformées en leur quartier général. Les besoins priorités par les populations seront financés par la Coopération luxembourgeoise au développement. Le projet qui avait débuté fin avril 2017 a pris fin le 15 juillet 2017 avec remise d'un rapport et d'un film.

2.1.5. Canada 1 (phase pilote : décembre 2016- avril 2017) : il a consisté à analyser les dynamiques de conflits dans la région de Mopti et particulièrement, compte tenu de la portée financière limitée de l'action, dans les cercles de Bankass et Koro. L'étude a révélé que, contrairement à l'idée la plus répandue, les conflits à Bankass et Koro ne sont pas des conflits interethniques entre Peuhls et Dogons ; il s'agit, en réalité, de conflits dont les causes sont profondes et doivent être recherchées dans la mauvaise régulation de l'accès aux ressources naturelles des localités ciblées. En plus, il s'avère également que les dynamiques de conflits recensées proviennent en partie d'un dysfonctionnement structurel des mécanismes modernes et traditionnels de règlement des différends.

La pénétration du système judiciaire par la corruption, les partialités constatées du côté des mécanismes traditionnels de gestion des conflits concourent à alimenter la méfiance des communautés vis-à-vis de ces instruments de gestion des différends. Dès lors, comme le révèlent les consultations, les individus ou groupes d'individus sont enclins à régler leurs conflits par leurs propres moyens. Ce qui contribue à une privatisation à la fois de la justice (chacun se rendant justice) et de la sécurité à travers notamment l'apparition des initiatives communautaires de sécurisation (brigades de vigilance, Comités de veille...).

Cette recherche-action s'est terminée par un rapport publié en juin 2017 intitulé « *Portraits croisés : dynamiques de conflits et de résilience à Bankass et Koro (Mopti)* ». Un atelier de validation/restitution avait eu lieu le 15 mars 2017 à Sévaré (Mopti).

Ce projet a fait l'objet d'une reconduction, cette fois-ci, pour une période de dix-huit (18) mois. Il en est en cours d'exécution et se répartit entre deux (2) zones : Mopti pour l'approfondissement de la phase pilote et Gao (pour l'analyse des dynamiques de conflits).

2.1.6. Canada 2 Mopti et Gao :

2.1.6.1. Mopti : à la suite de la phase exploratoire des recherches sur les dynamiques de conflits à Bankass et Koro, une étude a débuté en avril 2017 dans les mêmes localités sur les initiatives communautaires de sécurisation. Elle s'intéresse aux mécanismes de privatisation de la sécurité dans les localités *sus mentionnées*, laquelle privatisation est la conséquence logique de l'absence prolongée de l'Etat et surtout des Forces de défense et de sécurité dans les villages concernés. Pour ce faire et conformément à son approche, une équipe de l'IMRAP a séjourné dans la région de Mopti du 14 au 22 juin 2017, afin de présenter les objectifs de la phase II du projet relatif au renforcement du dialogue communautaire comme mécanisme de gestion concertée de la sécurité.

Des visites de courtoisie ont été rendues aux autorités administratives, communales, religieuses et traditionnelles en vue de les imprégner des différentes orientations du projet mais aussi solliciter leur accompagnement en vue d'atteindre les objectifs. D'autres missions ont été menées afin de mieux informer mes autorités administratives, politiques et militaires des localités sur les questions évoquées.

Ce projet en cours d'exécution doit prendre fin en décembre 2019.

2.1.6.2. Le deuxième volet du financement canadien s'intéresse à l'analyse des dynamiques de conflits de conflits à Gao en termes de jeu des acteurs ; relations avec le Mécanisme opérationnel de Coordination (MOC) et les populations. Il s'agit d'analyser les causes profondes des conflits à Gao à travers le prisme des tensions communautaires entre populations sédentaires et nomades, le fonctionnement et la distribution des services publics de l'Etat, l'accès aux ressources.

D'autre part, le *Mécanisme opérationnel de coordination* (MOC) prévu par l'Accord pour la paix et la réconciliation tente de se mettre en place à Gao tout en fédérant les composantes des différentes forces en présence (Forces armées maliennes, Plateforme et Coordination des mouvements de l'Azawad). Cette cohabitation ne se fait pas sans difficulté, par ailleurs, accentuée par des relations particulièrement tendues avec les populations. Le projet tente d'initier un dialogue continu entre différents protagonistes.

Dans ce cadre, plusieurs activités ont été menées. En juin-juillet, l'équipe de recherche s'est entretenue à Bamako avec des députés, anciens ministres et un ancien Maire de la région de Gao pour leur présenter les deux projets. De même, le projet fut présenté aux autorités administratives, élues, coutumières, intérimaires ainsi que le coordinateur du MOC à Gao et des focus groups tests furent organisés à l'attention des populations de Gao et des cercles d'Ansongo et Bourem.

Dans le même ordre d'idée, deux (2) focus groups ont été tenus avec les deux (2) communes rurales de Gao (Gounzouré et Soni Aliber), avec la communauté Yorouba, les jeunes Tamasheks, les jeunes arabes et le MOC. En août, d'autres séances de dialogue ont été tenues avec des femmes tamasheks, femmes arabes, les communes d'Intilit, Anchawadji, Tilemsi, Gabero, les OSC, les médias radios et presse, le MOC, des mouvements de résistances « Nous pas bouger », « Les Patriotes » et « Les Patrouilleurs ».

En octobre-novembre, des rencontres ont été organisées avec d'autres groupes cibles dont les perceptions sont plus que nécessaires au bon déroulement du projet. Il s'agit : des groupes de femmes issues des neuf (9) quartiers de Gao², les autorités administratives (les Préfets et sous-Préfets de Gao), les responsables du MOC, les éléments du MOC et les femmes, les populations des communes d'Ansongo, de Bourra, de Bara, de Talataye, de Tinhama, de Tessit, de Ouatagouna), y compris le Maire et le Préfet.

Les activités ont aussi concerné des groupes de jeunes issus notamment des neuf (9) quartiers de Gao, les chefs d'unités du MOC, les populations des communes de Bourem, de Bamba, de Temera, de Tarkint, Taboye).

Il s'agissait de recueillir la perception des acteurs suivants : les OSC, les notabilités traditionnelles et/ou coutumières, les Imams des neuf (9) quartiers de Gao et de Djebok, les chefs d'unités du MOC, les autorités traditionnelles et les éléments du MOC. En décembre, l'équipe de recherche a rencontré les mouvements armés de la CMA et de la Plateforme et a appuyé le MOC dans la réalisation de trois (3) messages de sensibilisation sur sa mission, les opportunités liées à son acceptation par les populations et l'esprit de cohésion au sein du MOC. Ces messages ont été possibles grâce à la collaboration de plusieurs structures, autorités (coordinateur du MOC, autorités administratives, élues, intérimaires), populations ainsi que des partenaires comme la Mission des Nations Unies au Mali - MINUSMA, la Force Barkhane

² Des femmes leaders, des femmes au foyer, les commerçantes, la Coordination locale des femmes et ONG féminines de Gao. etc

2.1.7. Le projet Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) s’articule autour de deux (2) volets: un volet recherche axé sur la participation des femmes dans les forces de défense et de sécurité (défis, opportunités...) ainsi que la réforme du secteur de la sécurité ; un volet dialogue entre les femmes elles-mêmes et entre elles et les FDS. Les zones d’intervention du projet sont Tombouctou, Gao et accessoirement les camps de réfugiés maliens au Niger, Burkina Faso et Mauritanie en plus du District de Bamako. Une mission de présentation du projet aux autorités régionales de Tombouctou et de Gao a été effectuée en juin-juillet 2017. L’équipe s’est également rendue au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie.

Ce projet concerne l’implication des femmes à la réforme du secteur de la sécurité. Il concerne les régions de Gao, Tombouctou, le district de Bamako, les camps de réfugiés maliens en Mauritanie, Niger et Burkina Faso. Il s’étend également sur dix-huit (18) mois et a débuté en avril 2017. Son lancement officiel eut lieu le 28 septembre 2017 à la Maison de la Femme à Sabalibougou (Bamako).

Depuis le début de la mise en œuvre du programme PBF, trois (3) grandes actions eurent lieu : des audiences auprès des autorités militaires (Etat-major de l’Armée de terre, Directions Générales de la Gendarmerie nationale et de la Police). Il y eut ensuite une mission de cartographie des acteurs dans les camps de réfugiés du Niger, Burkina Faso (septembre 2017), à Gao (juillet 2017) et Tombouctou (juin 2017).

Pour des raisons d’ordre pratique, il est convenu de répartir les résultats entre deux (2) équipes.

Pour la première équipe, elle procéda à la présentation du projet aux autorités régionales de Tombouctou Gao, en juin-juillet. Une équipe conjointe se rendit en août dans les camps de réfugiés du Niger et du Burkina Faso pour présenter le projet aux populations des camps ainsi qu’aux autorités. Le 28 septembre 2017, il fut procédé au lancement officiel du projet à Bamako en présence des autorités nationales a et locales.

Pour ce qui concerne les missions de consultation proprement dites, plusieurs activités furent organisées. D’abord, en octobre 2017, une mission de huit (08) jours a été organisée sur Tombouctou pour les consultations des populations. Cette mission fut suivie en novembre d’une autre mission de consultation dans la région de Gao pour la collecte d’information sur la même thématique. En décembre, pour un besoin d’avoir accès au personnel féminin des FDS, une mission de cinq (5) jours a été organisée dans la région de Ségou afin d’avoir accès au personnel

féminin de l'armée de terre (PFAT) et les nouvelles recrues qui sont en formation dans les centres d'instruction de Baffo et Banankoro.

Le deuxième pôle d'action du projet se concentre sur le renforcement de la confiance entre les femmes (sédentaires et nomades) et entre elles et les FDS. Pour y parvenir, le projet vise à créer des liens à travers le dialogue entre toutes les catégories de femmes touchées par la crise dans la zone d'intervention.

Afin de faire prendre conscience aux maliennes de leur rôle et place dans la gestion des conflits locaux et d'améliorer leur participation à la vie publique, le projet procède :

- à un diagnostic sur la perception des femmes sur leur rôle et place dans la gestion de conflit et les défis à soulever sous forme de pistes d'action concrètes.
- au renforcement des capacités des femmes leaders non-officielles en matière de facilitation, de plaidoyer et de gestion de conflits pour les accompagner afin qu'elles agissent en tant que forces de proposition crédibles.
- à la création de liens entre femmes leaders (officielles et non-officielles) et les sans voix pour mieux porter et mettre en œuvre les résultats du diagnostic.

Avant de lancer les activités, la cartographie des acteurs à impliquer dans le processus de dialogue a été élaborée. Ainsi, trois (3) catégories de femmes ont été identifiées pour prendre part au processus prenant en compte ainsi les principes de participation et d'inclusivité, à savoir les femmes sans voix représentant la majorité des maliennes, l'élite composée des femmes leaders officielles assez éloignée des préoccupations de la base, les leaders non-officielles capables de porter la voix de la base mais n'ayant pas voix au chapitre.

Les autorités régionales ont été mobilisées pour prendre part à ce processus et ont activement participé à l'étape de Gao, les deux précédentes s'étant déroulées dans les camps des réfugiés maliens de la Mauritanie, du Burkina Faso et du Niger. Ce processus de dialogue entre les femmes elles-mêmes et entre elles et les FDS a réuni les femmes leaders de tout bord politique, de toutes les ethnies et de toutes conditions sociales.

Pour l'équipe 2, les principales activités menées de janvier à décembre 2017 peuvent se résumer comme suit :

Elle mena conjointement avec l'équipe 1 une mission de présentation du projet successivement du 15 au 22 juin aux autorités régionales de Tombouctou. L'étape de Gao fut menée du 14 au

21 juillet. Du 13 au 27 août, une mission de présentation du projet et de consultation a été organisée aux camps des réfugiés-maliens du Niger et du Burkina Faso et en septembre, le projet fut officiellement lancé. Par la suite, d'autres missions de consultations furent organisées.

Ainsi, du 30 septembre au 08 octobre: une mission de neuf (9) jours a été organisée sur le camp des réfugiés maliens de M'Berra (Mauritanie) avec comme objectif la présentation du projet et la consultation des réfugiés maliens sur le rôle et la place de la femme dans le retour de la cohésion sociale, les défis et recommandations pour y faire face. Une mission similaire a été organisée du 24 au 31 octobre dans la région de Gao autour de l'implication de la femme dans le retour de la paix et de la cohésion sociale.

A la date du 31 décembre 2017, un premier bilan pouvait être établi sur l'avancement du résultat.

Les consultations inclusives et participatives sur les obstacles à la cohésion sociale et la paix et le rôle et la place de la femme dans la gestion des conflits dans les zones d'intervention du projet ont représenté la condition nécessaire pour lancer le travail sur le renforcement de la confiance entre les femmes et entre elles et les FDS. Ainsi, les objectifs du projet ont été présentés aux autorités régionales qui ont manifesté leur adhésion au vu de l'intérêt grandissant accordé à la thématique et la crédibilité dont jouissent IMRAP/IP grâce à leur approche inclusive. Les différentes catégories de femmes, également approchées sur la même base, ont été mobilisées via les organisations faitières ou les associations féminines en ce qui concerne les femmes leaders « officielles » et à travers le réseau de collaborateurs locaux et des chercheurs de l'IMRAP qui ont une connaissance approfondie des régions d'intervention s'agissant des femmes leaders communautaires « non-officielles » et les sans-voix.

L'ancrage communautaire de l'IMRAP a représenté la garantie de l'inclusivité des espaces de dialogue mis en place pour mener les consultations entre différentes catégories de femmes de toutes couches sociales et entre elles et les FDS. Le dialogue est engagé sur la base d'une aspiration commune à retrouver la paix et la cohésion sociale d'antan. Elles reconnaissent toutes que l'aspect hautement participatif de ces espaces représente le premier pas sur la voie de la restauration de la confiance.

Ainsi, à travers les différents espaces de dialogue menés, les premières indications sur les obstacles à l'instauration de relations de confiance entre différentes catégories de femmes et entre elles et les FDS, ont mis en évidence un début de consensus en matière d'attentes et

d'aspirations. Les femmes consultées ont partagé la volonté d'être davantage impliquées dans le processus de paix et réconciliation. Un premier pas aura été la participation active dans les différents mécanismes de gestion locale des conflits. Pour y parvenir, elles ont préconisé des actions de renforcement de capacités en matière de gestion des conflits et de plaidoyer.

Avec la mise en place de ces espaces de dialogue, on peut dire que ce résultat contribue, de manière effective, à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit, vu le dialogue constructif, inclusif et participatif en cours entre les trois (3) catégories de femmes détectées (lors de la phase de cartographie des acteurs). Il faut rappeler que dans les zones d'interventions, elles ne parvenaient pas à échanger et encore moins à se coordonner autour d'objectifs communs. L'amorce d'un dialogue entre elles et les FDS a permis de dépasser le sentiment partagé de méfiance, de confirmer également la validité de la théorie du changement du projet liée à la baisse de tensions dans les régions d'intervention et le regain du sentiment de sécurité.

Par ailleurs, à mi-parcours, on constate que les différentes actions menées ont contribué à renforcer les dynamiques de dialogue suscitées entre les femmes et entre elles et les FDS en 2017 à travers la création d'autres espaces de dialogue, le renforcement des capacités à travers la formation de 30 femmes des régions de Gao et Tombouctou en matière de gestion pacifique des conflits, conduisant à la formation de femmes artisans de paix, l'accompagnement d'initiatives conjointes des femmes dans le cadre de la gestion pacifique des conflits, l'organisation de débats radios sur les obstacles à la cohésion sociale et la paix ainsi que le rôle et la place des femmes pour y répondre diffusés dans les régions de Gao et Tombouctou.

2.1.9. Le projet sur l'implication des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits à Mopti et Tombouctou :

Le projet sur l'implication des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits fut confié à IMRAP par la Coopération suisse avec comme maître d'ouvrage OXFAM. La mise en œuvre de cette action prend appui sur un constat simple : avec l'avènement de la crise de 2012, un retrait généralisé des représentants de l'Etat fut remarqué de certaines zones particulièrement dans les régions de Gao et Tombouctou. Dans ces conditions, ce sont les chefs traditionnels et religieux qui jouèrent un rôle de premier ordre en servant notamment d'intermédiaire entre les nouveaux occupants des lieux et les populations. Ce qui contribua à renforcer la légitimité de maintes d'entre elles aux yeux des communautés. L'idée de ce projet consiste à prendre appui sur les relations de confiance entre les populations et leurs chefs traditionnels pour mieux

appuyer les efforts des collectivités et de l'Etat en matière de paix, réconciliation et de cohésion sociale. Le projet a concerné deux (2) régions : Mopti (Bankass et Koro) et Tombouctou, cercle de Diré (Tindirima, Tinguereguif et Tienkour). Sa première partie fut exécutée de juillet à décembre 2017. La deuxième partie est en attente.

2.1.10. L'équipe audiovisuelle :

L'équipe audiovisuelle de l'Institut a mené des activités qui ont consisté pour l'essentiel à couvrir les activités proposées par les autres équipes. Ainsi, elle a couvert les travaux de l'atelier de restitution du projet consacré à l'analyse des dynamiques de conflits et de résilience à Bankass et Koro, en mars 2017. Elle a également produit des capsules successivement sur des projets comme Lux dev (débat communautaires à Tombouctou et Gao), l'implication des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits et la cohésion sociale à Mopti et Tombouctou, l'amélioration des relations de confiance entre populations et Protection civile ainsi que le film sur le genre et les nouvelles formes de violence.

Des ateliers ont aussi été couverts autour de la réflexion sur le projet avec Humanity United tenu en novembre, Le projet sur l'implication des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits à Mopti (Bankass et Koro) et Tombouctou.

D'autres projets ont été mis en perspective en 2017. Humanity United : cette fondation a approché l'IMRAP à plusieurs reprises, dans le cadre de sa stratégie d'implantation au Mali, pour tisser des liens de collaboration. Il s'agira de mener un projet centré sur l'analyse des dynamiques endogènes de conflits. La couverture territoriale du projet sera nationale même une montée en puissance est graduellement prévue. Il faut aussi noter que ce projet associera en plus de l'IMRAP et Humanity United, Interpeace et l'International Development Studies (IDS), partenaire technique de HU.

Une phase pilote de 3 ans (juin 2018-mai 2020) est prévue dans un premier temps avant son extension à une période plus longue.

La Fondation Hironnelle, à travers le Studio Tamani, avait informé IMRAP de son souhait de postuler pour un projet relatif à la promotion des droits de la femme. Les équipes de la Fondation Hironnelle et de Studio Tamani sont sur le point de finaliser l'élaboration du document projet. Le début opérationnel du projet est prévu pour janvier 2018 et doit prendre fin en décembre 2019.

III. Autres activités :

Ces activités sont résumées ci-dessous :

3.1. Pour la Direction Exécutive :

Par ailleurs, au cours de l'année, plusieurs synergies d'action et perspectives ont été scellées avec d'autres structures :

- Le 12 avril 2017, un accord cadre de partenariat entre l'IMRAP et la Commission vérité Justice Réconciliation (CVJR) a été signé ;
- Le 11 août 2017, l'accord de partenariat entre l'IMRAP et la mission EUCAP-Sahel a été renouvelé.

Prospection de la formalisation des liens de collaboration entre l'IMRAP et une organisation de la société civile malienne : WILDAF/Mali (Women in Law and Development in Africa)

En effet, depuis l'année 2015, la Directrice Exécutive apporte un appui technique à WILDAF-Mali pour des formations de femmes artisan de paix à l'aide de l'outil dénommé ; Cercle de Paix. Ces activités s'inscrivent dans un programme de WILDAF-Mali portant sur le renforcement de la cohésion sociale par les Femmes Artisan de Paix au Mali. Au cours de l'année 2017, entre le mois de février et décembre, la Directrice Exécutive a co-facilité cinq (5) cercles de paix respectivement à Tombouctou (13 au 17 février 2017), Nouakchot (19 au 21 mars 2017 pour la préparation de la Conférence d'Entente Nationale), Mopti (22 au 26 mai 2017), Koulikoro (23 au 25 novembre 2017) et enfin Sikasso (16 au 18 décembre 2017).

3.2. Pour les équipes :

Pour l'équipe 1 :

- En septembre, l'équipe PBF 1 a participé à une formation à l'école de Maintien de la paix Alioune Blondin BEYE sur la relation civilo-militaire ;
- En novembre, elle a pris part à un atelier sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS) avec WANEP ;
- Elle a aussi pris part en décembre à un atelier avec la Direction Générale de la Police Nationale et la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale sur le concept de police de proximité ;
- Elle a en outre participé en février-mars, à la journée de sensibilisation avec la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale à Sangaréboubou et Ouelessebougou

Pour l'équipe 2 : En juillet, l'équipe a participé à l'atelier de CONASCIPAL/SIPRI sur le « Livre blanc » ;

- En septembre, elle a pris part à une formation sur la « relation civilo-militaire » à l'école de Maintien de la paix Alioune Blondin BEYE en tant que formateur sur la « sensibilité aux conflits ». Cette formation fut suivie de l'atelier d'avec la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN) sur le concept de « gendarmerie de proximité ».

L'organisme UN-volontaire a organisé avec l'IMRAP un atelier à Mopti autour du dialogue communautaire avec les jeunes sur la paix et la réconciliation (27 février au 3 mars).

IV. Difficultés rencontrées :

Les difficultés rencontrées sont de deux ordres :

4.1. Logistique : lorsque les équipes veulent accéder à des régions du Nord, principalement Gao et Tombouctou, elles se heurtent dès fois à des contraintes liées à des problèmes de place sur les vols humanitaires en destination des lieux *sus* cités. En plus d'Echo flight, IMRAP a rempli les conditions pour pouvoir faire voler ses équipes sur UNHAS.

4.2. Sécuritaire : les attaques répétées à l'encontre des équipes humanitaires et/ou de recherche à Gao et Tombouctou incitent à plus de prudence et peuvent impacter sur la mobilité de nos équipes, une fois sur place. Des précautions sécuritaires sont prises notamment la triangulation des informations, un *checklist* rendu obligatoire pour toute équipe avant son départ en mission. En dépit de ces précautions, des incidents peuvent toujours arriver comme ce fut le cas à l'une des équipes en mission, le 10 mai 2017 à Ouatagouna.

V. CONCLUSION :

La recrudescence de la violence sur l'ensemble du territoire national est fort inquiétante particulièrement dans un contexte de grande tension. Elle est indissociable des difficultés rencontrées par l'Etat et les acteurs internationaux dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et le profit qu'en tirent les groupes violents.

En dépit de ces constats, l'IMRAP/Interperace tentent de cultiver la culture du dialogue afin de comprendre les contours des motivations des acteurs mais aussi, par les populations elles-

mêmes, de remonter des pistes de solutions pouvant aider les décideurs dans leurs efforts de résolution de la crise.

VI. Rapport financier :

Rapport financier année 2017

	Administration centrale	Femme Défense et Sécurité (PBF)	Analyse des Conflits (Canada)	Nouvelles Formes de Violence basées sur le Genre (NoFoGo)	TOTAL
I. Situation Budgétaire					
Ressources / Projet	48,870,000	131,042,957	202,441,144	16,928,130	399,282,231
ONG	10,800,000	0	0	0	10,800,000
PTF	0	131,042,957	202,441,144	16,928,130	350,412,231
Etat (espèces ou Exo)	0	0	0	0	0
Collectivités	0	0	0	0	0
Populations	0	0	0	0	0
Autres	38,070,000	0	0	0	38,070,000
Emplois	45,777,638	115,693,874	166,200,470	17,624,020	345,296,002
Dépense d'investissement	0	747,500	485,000	0	1,232,500
Dépenses de fonctionnement	12,217,500	15,382,185	28,809,073	3,137,762	59,546,520
Dépenses d'administration	4,887,000	70,881,419	83,481,604	6,891,458	166,141,481
Dépenses du projet	28,673,138	28,682,770	53,424,793	7,594,800	118,375,501
Soldes budgétaires	3,092,362	15,349,083	36,240,674	-695,890	53,986,229
II. Situation des comptes					
Recettes / Projet					
Solde créditeur d'entrée (solde d'exercice écoulé)	0	0	0	0	0
Recettes de l'exercice	48,870,000	131,042,957	202,441,144	16,928,130	399,282,231
Total recettes / Projet	48,870,000	131,042,957	202,441,144	16,928,130	399,282,231
Dépenses / Projet					
Solde débiteur d'entrée (solde d'exercice écoulé)	0	0	0	0	0
Dépenses de l'exercice	45,777,638	115,693,874	166,200,470	17,624,020	161,471,512
Total dépenses / Projet	45,777,638	115,693,874	166,200,470	17,624,020	161,471,512
III. Solde final (recettes - dépenses) de l'exercice					
Espèces	0	0	0	0	0
En Banque	3,092,362	15,349,083	36,240,674	-695,890	53,986,229
En valeurs de caisse	0	0	0	0	0
Total solde final	3,092,362	15,349,083	36,240,674	-695,890	53,986,229
IV. Situation des Exonérations par projet					
Liste des exonérations obtenues					
Valeur des exonérations obtenues					
Destination des exonérations obtenues					
Provenance des matières exonérées					
V. Situation fiscale					
Impôts et taxes dus	0	0	0	0	0
Cotisations dues	0	0	0	0	0
Autres contributions	0	0	0	0	0
Audits comptables réalisés					
Année 2013, 2014 et 2015					
VI. Difficultés et recommandations					
(Joindre le PV d'approbation du rapport d'activités par l'instance statutaire)					

Date : _____

Nom du responsable : TRAORE Néné KONATE